



CORONAVIRUS: A-t-on encore le droit de s'interroger?

Par [Jean-Yves Jézéquel](#)

Mondialisation.ca, 02 mai 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Il semblerait que toute pensée ne cadrant pas avec le discours de propagande des médias inféodés au pouvoir « stato-financier » – qui fait sentir en ce moment le poids des incohérences répétitives inhérentes à cette pathologie de la pensée unique, du politiquement correct et du centralisme jacobin qui va de pair en France – toute interrogation, tout bon sens, tout esprit critique, tout regard objectif posé sur la réalité qui nous entoure, seraient interdits et même condamnés par le totalitarisme qui s'est durement installé en ce pays depuis au moins les lois anti terroristes et la constitutionnalisation de « l'état d'urgence » le 20 novembre 2015.

Le choix prioritaire et habituel de la répression arbitraire, sur les plans, judiciaire comme policier, opéré par les régimes politiques successifs, depuis Sarkozy, fait de la France l'un des pays, prétendument « démocratiques », où il y a le moins de libertés publiques et privées, au monde : on n'ose même plus évoquer sa place dans la liste des pays totalitaires ni celle des accusés par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. (Cf., Indice de démocratie créé en 2006 : la France n'arrive même pas dans les 25 premiers pays considérés comme libres.)

J'ai l'impression que les Français ne se rendent pas vraiment compte que leurs libertés publiques ont été graduellement enterrées jusqu'au point même d'être aujourd'hui massivement « assignés à résidence » comme « des repris de justice ». La répression arbitraire des Gilets jaunes par les violences judiciaires et policières, nous avait démontré que l'étatisation jacobine, au service du « stato-financier » ayant pris le pouvoir grâce au chantage des médias inféodés, pratiquant la falsification et la manipulation, voulait bâillonner la volonté démocratique du peuple et sa revendication légitime à commander un État tenu de lui obéir, comme cela se doit dans une véritable démocratie...

Une constante de 70% à 72% des Français (ceux qui n'avaient pas voté Macron) soutenaient le mouvement des Gilets jaunes et ce mouvement avait fait des émules sur tous les continents (relisons les informations abondantes données sur les mouvements sociaux surgis partout dans le monde) en « menaçant » ainsi la Terre entière de se transformer par cette pandémie politique malencontreuse, en une grande démocratie planétaire ! Il fallait empêcher ce « malheur » pour « l'aristocratie stato-financière » et mettre fin à cette pandémie politique en organisant une contre-offensive d'envergure.

En France, la volonté acharnée de l'étatisme jacobin au service de la caste financière était

bel et bien de mater la révolte, de réprimer, dans le sang et la brutalité des condamnations judiciaires injustes assurées par une magistrature ayant perdu toute indépendance, les deux catégories sociales majoritaires en termes de nombre, celles qui viennent juste après « l'aristocratie stato-financière » et « les élites de la petite bourgeoisie des professions indépendantes ayant fait des études supérieures ». (Cf., E.Todd, « La lutte de classes en France au XXIème siècle » Seuil, 2020)

Ces deux catégories sociales identifiées par Emmanuel Todd, le bloc central majoritaire des professions intermédiaires, les artisans et les ouvriers qualifiés, paysans et employés qualifiés et le dernier contingent, celui des plus précaires, le prolétariat des employés non qualifiés, constituaient le groupe des 70% de sympathisants avec les Gilets jaunes, les 2% supplémentaires venant s'y ajouter étant des gens de la deuxième classe sociale, celle des intellectuels.

Puis, après un an et demi de lutte déterminée et inflexible, allant toujours plus loin dans une résistance de plus en plus forte, face à l'autoritarisme étatique, « l'aristocratie stato-financière » se rendait compte qu'elle ne pouvait pas avoir le dernier mot. Ce constat était fait partout dans le monde par ceux qui détiennent le pouvoir, « l'aristocratie stato-financière ». C'est la raison pour laquelle il lui restait concrètement l'unique option possible : celle d'un massacre ayant l'inconvénient majeur de mettre le feu aux poudres d'une guerre civile qu'elle ne pourrait pas gagner, compte tenu des leçons de l'histoire !

C'est alors que la providentielle « pandémie du coronavirus » vint à son secours, grâce au décret de l'OMS qui déclenchait un vaste plan de confinement planétaire ! Tout le monde était ipso facto « assigné à résidence » ; le problème était réglé. Personne ne pouvait plus sortir de chez soi, pas même pour faire une promenade solitaire sur une plage déserte. Au milieu des règles énoncées pour le « confinement », beaucoup d'entre elles n'avaient strictement rien à voir, de toute évidence, avec une motivation sanitaire, avec la réalité de la pandémie elle-même, au regard du bon sens, de l'objectivité, de la raison...

C'est là qu'il était interdit de se poser des questions : nous devons faire preuve de « solidarité nationale » avec le corps des soignants qu'il devenait de bon ton d'applaudir chaque soir à 20h00, puis nous devons écouter « religieusement » la litanie des morts récitée chaque soir par le préposé du ministère de la « terreur programmée ». Enfin, les efforts héroïques des hôpitaux placés en première ligne d'une « guerre » déclarée comme telle par Macron, devaient être « aidés » par notre obéissance civique, cette guerre étant destinée à écraser un « ennemi invisible », non pas le virus de la fable – même si ce dernier était réel et allait répandre son malheur dans bien des familles – mais surtout le virus de la contestation ! La télévision inféodée au système répétait sans cesse comme un « mantra », « sauvez des vies : restez chez vous ! », sous-entendu par conséquent, « celui qui ne reste pas enfermé chez lui est un criminel » ! On imagine alors la « chasse aux sorcières » détestable qui pouvait en découler...

Le ministère de la « terreur programmée » allait donc nous évoquer les Julie A., une Parisienne de 16 ans ; les Vitor, un champion de football portugais de 14 ans ; les Rachel, une jeune Belge de 12 ans ; les Francisco, un entraîneur de football amateur de 21 ans ; les Luca, un Italien de 19 ans qui « était en pleine santé » ; un bébé de six semaines né dans le Connecticut...

Les exceptions devenaient soudain la norme, car là était la « réalité » qu'on voulait nous montrer, nous disant au passage, « voyez de quoi nous vous protégeons » ! La panique et

l'angoisse attendues étaient au rendez-vous. Des citoyens modèles se mettaient à dénoncer ceux qui auraient l'outrecuidance de ne pas obéir aux injonctions de « l'État innocent, protecteur, providence » ; d'autres iraient même jusqu'à l'intimidation du personnel soignant lui-même au nom de la même terreur et « guerre » menée contre le virus invisible et menaçant de mort toute vie qui passerait à sa portée...

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : au moment où j'écris ce texte, 0,25% de la population française a été touchée par la maladie, mais 99,75% de la population n'ont pas été atteints par ce virus. On peut donc se poser réellement des questions sur le ton alarmiste des médias, les comptes rendus anxiogènes, les descriptions apocalyptiques faites sans arrêt dans les médias officiels et la justification d'un « confinement » radicalisé pour échapper à la mort tout en prétextant « soulager le système de santé » d'ailleurs mis à mal par les mêmes prédateurs du capitalisme ultra libéral depuis 20 ans !

Concernant ce COVID-19, seules les personnes les plus vulnérables étaient visées, la moyenne d'âge qui a été calculée étant de 79 ans, en France : poumons affectés, asthme, système immunitaire défaillant, malades du sida, ceux dont les traitements affaiblissent les défenses, comme les patients en chimiothérapie, les personnes âgées, les diabétiques, les malades du cœur ou du foie, les personnes atteintes d'hypertension, d'une maladie des reins ou sous dialyse, également les personnes souffrant d'obésité. 83% des personnes hospitalisées dans l'hexagone en réanimation ont été des obèses.

Puisque nous nous posons des questions interdites, demandons-nous si le régime macron pouvait sciemment décréter, au nom de l'OMS, un « confinement » de masse sans savoir à l'avance que cela provoquerait une destruction massive elle aussi de toute l'économie en plaçant d'office des millions de gens supplémentaires dans une précarité absolue sans nom, dans un malheur pire que celui engendré par le COVID-19 lui-même ? Là, ce ne sont pas les 0,25% de la population qui sont impactés, mais plutôt les quatre cinquièmes de la population !

Le désastre économique est bien là sans que ce pouvoir n'ait la moindre envie d'organiser ce qui serait l'occasion de sortir de la logique capitaliste ultra libérale qui a été la cause de tous nos maux, y compris celui du COVID-19 et du « confinement » qui a des conséquences encore plus néfastes que la théorique pandémie elle-même...

Il est clair que l'intention de « l'aristocratie stato-financière » au pouvoir, est bien celle de créer une dette telle qu'il sera désormais impossible d'en jamais sortir, pour l'immense bienfait du système bancaire à la fête. Il est évident que nous allons nous retrouver, à travers ce qui est imaginé par ces prédateurs au pouvoir, dans une dette *ad vitam aeternam*, car impossible à rembourser ; Notre « salut » viendra par la banque ; d'énormes capitaux seront déversés sur l'économie prise en otage, moyennant des conditions « annexes », comme celles d'une soumission encore plus grande à un système verrouillé de contrôle absolu sur les personnes.

Enfin, « *Big Brother* » pouvait réaliser ce qu'il avait si ardemment rêvé : enfin voici que « *Big Brother vous regarde* », enfin « *les brigades* » de la pensée et de la conformité pourront patrouiller à travers le territoire et pourchasser les récalcitrants ou les divergents ; enfin le « *ministère de la vérité* » pourra proclamer que la « *guerre déclarée par Macron* », c'est la « *paix* », que notre « *liberté c'est notre esclavage* », que notre « *ignorance volontaire c'est la force* » du pays tout entier ! (Cf., G.Orwell, 1984) Enfin, il n'y aura plus que les citoyens soumis d'un côté et les « *conspirateurs* » coupables de l'autre...

Ce chef-d'œuvre du manichéisme est celui de la caste de « l'aristocratie stato-financière » qui s'est emparée illégalement du pouvoir, depuis au moins le 20 septembre 1992, lorsque nous avons accepté par référendum le traité de Maastricht, célébrant notre entrée dans l'euro, puis répétitivement depuis cette époque à travers les présidentielles qui sont venues confirmer cette décision malheureuse, comme on l'a expliqué dans un article du 8 mai 2017 ([Élections présidentielles en France. Falsification, mensonges, trahison : colère !](#), Mondialisation.ca).

Le référendum du 29 mai 2005, disant « non » à cette catastrophe ne serait pas respecté et l'avis du peuple ne compterait plus en rien à partir de ce moment-là. La dictature de l'UE était alors scellée et nous avons perdu toute souveraineté. Ce qui arrive donc aujourd'hui est la suite logique de cette tromperie historique.

Mais, dans de telles conditions, la résistance s'organise toujours et le projet des prédateurs allait s'en trouver bien vite contrarié.

Alors il fallait impérativement clouer le bec de ce Pr. Didier Raoult qui venait là comme un cheveu sur la soupe proposer son traitement « bon marché », ne faisant pas l'affaire de « l'aristocratie stato-financière » au pouvoir. Tout à coup, le médicament « coupable » de troubler la fête des lobbies de l'industrie pharmaceutique allait être interdit, il était même déjà déclaré « préventivement », par Agnès Buzyn, comme faisant partie des « poisons » depuis janvier 2020, comme si les médicaments de la pharmacopée allopathique n'étaient pas tous des poisons ! Pourtant la molécule de base de ce traitement avait rendu de loyaux et bons services à l'humanité depuis les années 1940 ! Les médecins eux-mêmes, traités comme des enfants, ne seraient pas autorisés à le prescrire, sous prétexte bidon que les « essais randomisés » n'avaient pas été faits... Enfin, la comédie pathétique que tout le monde connaît désormais, tellement elle nous a sidérés !

Dans l'Union Européenne, les Espagnols et les Italiens allaient au final adopter un traitement proche ou identique au protocole du Pr Raoult interdit en France et ils allaient déclarer qu'à partir du moment où ce protocole avait été adopté, les hospitalisations avaient massivement diminué. Ce fut encore le cas pour bien d'autres populations dans le monde, mais il est bien connu que « nul n'est prophète en son pays » ! Pourtant, une fuite d'information nous a permis d'apprendre que l'armée française s'était dotée d'hydroxychloroquine et d'azithromycine achetées en Chine pour soigner ses troupes et constituer une réserve opérationnelle en cas de besoin !

Voilà une autre question que l'on est en droit de se poser : au nom de quoi le protocole du Professeur Raoult peut-il donc être formellement interdit en France ?

Nous avons entendu tous les argumentaires possibles et imaginables sur les télévisions inféodées du système, avec la même rengaine déconcertante d'une absence de bon sens. Disons-le tout de même, un très grand nombre de médecins se sont passés de l'avis des « experts » du Gouvernements qui donnaient la forte impression de n'avoir plus pratiqué la médecine de terrain depuis 20 ou 30 ans !

Que peut imaginer dès lors le citoyen ordinaire, concernant ces charlatans de la politique qui prétendent diriger le pays ?

De plus, on apprend peu à peu, par bribes d'une timidité quasi gênée aux entournures, que les essais « prestigieux », « randomisés » du *Test Européen Discovery*, n'auraient pas été

concluants et qu'ils auraient même été carrément « décevants » ! Il faut citer ici le nom de Karine Lacombe qui doit rester dans toutes les mémoires et être associé désormais en même temps que devenir synonyme à lui tout seul d'un nouveau «malleus maleficarum» de la médecine inquisition contre la médecine de terrain au service des personnes malades !

Le « Panoramix » de Marseille étant si populaire auprès des « Gaulois réfractaires », la macronie au pouvoir, armée de tous ses a priori, pousserait donc « l'Ordre des médecins » à sanctionner le « druide » tenant tête au « César » du nouvel empire désireux de « soumettre » toute la Terre à sa loi de domination et de profit comme d'un règne sans partage... Mais, bien vite, l'Ordre des médecins aurait d'autres chats à fouetter, grâce à l'intervention inopinée de la Cour des Comptes s'étant penchée sur son cas...

Alors, nous avons été nombreux à nous poser des questions et nous continuons à nous poser les questions qui interpellent toute intelligence naturelle, comme le bon sens. Je renvoie le lecteur à l'article du docteur Pascal Sacré : [Opération COVID-19: Tester le degré de soumission des peuples. Activation de nos interrupteurs de paranoïa](#), Mondialisation.ca, le 26 avril 2020.

Je renvoie encore le lecteur à l'écoute du « Coup de gueule du philosophe André Comte-Sponville sur l'après-confinement », France Inter du 14 avril 2020 à 17h10.

Comment peut-on raisonnablement comprendre un « confinement » radicalisé assorti d'une répression disproportionnée par une police aveugle, ne pratiquant aucun discernement, ne comprenant rien à la réalité des règles de la vie qui demeurent supérieures à celles dictées par une aristocratie stato-financière, illégitime de surcroît, et parfaitement criminelle ?

Pourquoi cette stratégie de la terreur, de la peur, de l'angoisse, de la tétanie mentale ? Quel genre de société peut naître d'une telle idéologie de la peur ?

Pourquoi cette mafia étatique a-t-elle organisé mondialement le massacre de l'économie, puisque rien n'est pensé à cette occasion pour sortir du capitalisme qui était le problème à résoudre ? Pourquoi a-t-elle organisé la précarisation forcée de millions de personnes, la pauvreté absolue et la faim qui va redevenir une réalité de la société moderne du XXIème siècle ? Pourquoi a-t-elle organisé le massacre ? Quelle est donc la suite du programme, si ce n'est pas la mise en place d'un système de contrôle permanent verrouillé grâce à un chantage devenu aisé, pesant désormais sur chaque individu prié de se soumettre à une surveillance de chaque instant au nom de la légitimité à survivre en ce monde « Big Brotherisé » ?

Avons-nous encore le droit de nous poser toutes ces questions ?

Jean-Yves Jézéquel

Image en vedette : Needpix.com

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Publiez cet article sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

Articles Par : [Jean-Yves Jézéquel](#)

A propos :

Jean-Yves Jézéquel, philosophe et psychanalyste, diplômé du troisième cycle en sciences humaines, est l'auteur d'une trentaine d'essais en philosophie, spiritualité, religion, psychologie. Il publie également depuis 2014, une série d'analyses sur les grandes questions actuelles de société.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca